

*Questions orales***L'ÉNERGIE****L'AUGMENTATION DES APPROVISIONNEMENTS DE GAZ NATUREL ET LE CALENDRIER D'AMÉNAGEMENT DU PIPE-LINE DU NORD**

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question fondée sur de récentes nouvelles concernant des approvisionnements supplémentaires ou des exportations accélérées de gaz en provenance de l'Alberta aux États-Unis. Le premier ministre peut-il nous dire depuis combien de temps le gouvernement est au courant de cette situation qui pourrait retarder la construction du pipeline dans le Nord ou nécessiter la construction préalable de la partie méridionale du pipe-line, afin de faciliter les exportations supplémentaires de gaz aux États-Unis? Le premier ministre a-t-il débattu la question avec le vice-président Mondale lors de leur entretien la semaine dernière et si tel est le cas quel a été le résultat? Est-on parvenu à s'entendre?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, si je peux répondre à la question, je dirais que, oui, la question a été débattue avec le vice-président et les deux gouvernements ont convenu qu'il pourrait être utile de construire au préalable un tronçon de ce pipe-line utilisant une certaine partie de la bulle de gaz à cette fin, à condition—et c'est une disposition fort importante—qu'un échange permette aux Canadiens de réclamer plus tard du gaz américain en Alaska. L'autre disposition prévoit que les organismes de réglementation de l'Alberta et du gouvernement fédéral devront souscrire à cet échange.

M. Nielsen: Le président du Conseil privé peut-il nous dire s'il a été question, lors des négociations entourant l'accord sur le pipe-line, de la construction préalable du tronçon sud et si c'est pour permettre au gouvernement de l'Alberta de faire des observations et des suggestions au sujet du bill sur le pipe-line que l'on tarde à le présenter à la Chambre? Est-ce pour cette raison, notamment, que ce projet de loi se fait attendre?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Non, monsieur l'Orateur.

M. Nielsen: J'ai une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le président du Conseil privé peut-il nous dire pourquoi on n'a pas dévoilé aux Canadiens qu'on allait peut-être entreprendre cette construction préalable du pipe-line, puisque le communiqué du gouvernement ne dit rien à ce sujet, malgré que la décision du président des États-Unis et son rapport au Congrès à ce sujet mentionnent à maintes reprises l'éventualité de ces travaux de construction préalable? Dans sa réponse, pourrait-il également nous assurer que tous les gouvernements et organismes intéressés, y compris les associations d'autochtones, seront consultés avant que ne soit prise la décision finale sur ce point particulier?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je pense que l'Office national de l'énergie a exposé bien clairement aux Canadiens, ainsi qu'à la Chambre des communes avant notre débat sur cette question, dans son rapport; il a aussi expliqué sa décision de construire un pipe-line national dans le Nord, en disant

qu'un échange réciproque, la construction et la livraison préalables étaient des éventualités qu'il fallait toutes considérer dans le cadre d'un programme de construction d'un pipe-line dans le Nord.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES**LES MISES À PIED PRÉVUES DE CERTAINS MINEURS—LES CONTRE-MESURES ENVISAGÉES**

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Vendredi dernier, le ministre a rencontré à Toronto; les ministres provinciaux de qui relève l'exploitation minière; comme dans exactement trois semaines à compter d'aujourd'hui, 3,000 mineurs et métallurgistes canadiens seront mis à pied à Thompson et dans la région de Sudbury, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures précises il a proposées, s'il y a lieu, ou quelles propositions précises lui et ses homologues ont étudiées afin d'éviter ces mises à pied catastrophiques dans la région de Sudbury et à Thomson, au Manitoba?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le député sait sans doute parfaitement bien que la réunion des ministres de qui relève l'exploitation minière a été appelée pour qu'on puisse y examiner les perspectives à moyen terme de l'industrie minière et comment il serait possible à ces ministres de restaurer la confiance dans cette industrie. Le député a mis le doigt sur l'un des aspects très significatifs mais très fâcheux de l'industrie minière d'aujourd'hui consistant dans une décision qui pourrait se répéter dans d'autres secteurs de cette industrie dans tout le pays au cours de l'année. Le développement de l'industrie minière prendra un long moment de patience. Les ministres ont examiné un certain nombre de questions dont ils pourront être en mesure de s'occuper dans les limites de leur compétence afin de faire rapport à leur premier ministre respectif en vue de la conférence des premiers ministres de février.

M. Rodriguez: Le ministre a dit que lui et ses collègues avaient effectivement discuté des mises à pied éventuelles dans l'exploitation minière; pourrait-il donc identifier, pour la gouverne de la Chambre, de la population canadienne et des travailleurs intéressés, les secteurs où se produiront éventuellement de telles mises à pied?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, le député sait parfaitement bien que les activités ont ralenti sur les marchés du cuivre et, dans une certaine mesure, du zinc. Je suis heureux d'ajouter que les marchés du plomb, du molybdène, de la potasse et de l'uranium notamment, sont en revanche très actifs présentement. Cependant, à cause de la situation mondiale, la demande pour certains métaux, notamment le zinc et le cuivre, est plutôt faible pour l'instant. Ce sont des questions que nous avons examinées.